CAIRN.INFO
Chercher, repérer, avancer.

ENQUÊTER SUR LES INÉGALITÉS URBAINES EN BOLIVIE

Accès au terrain, positionnement du chercheur et construction d'objet

Franck Poupeau

Belin | *Genèses*

2013/1 - n° 90
pages 62 à 84

ISSN 1155-3219

Article disponible en ligne à l'adresse:

---

http://www.cairn.info/revue-geneses-2013-1-page-62.htm

Pour citer cet article :

Poupeau Franck, « Enquêter sur les inégalités urbaines en Bolivie » Accès au terrain, positionnement du chercheur et construction d'objet,
Genèses, 2013/1 n° 90, p. 62-84.

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

Enquêter sur les inégalités urbaines en Bolivie.
Accès au terrain, positionnement du chercheur et construction d'objet

Franck Poupeau

pp. 62-84

L'anthropologie contemporaine ne cesse de s'interroger sur ses conditions de possibilité, et d'impossibilité : une incertitude qui peut apparaître presque consubstantielle à la discipline, au moins depuis l'adieu aux « tristes tropiques » et la remise en cause des projets systématiques d'intelligibilité des sociétés « exotiques » (Sahlins 2007). Mais la disparition des « grands paradigmes » peut aussi se présenter comme une opportunité nouvelle pour recomposer les savoirs sur des mondes sociaux, proches ou lointains, que les rapports non questionnés entre l'ethnologue et ses objets d'étude traditionnels ne permettaient sans doute pas d'approfondir. La réappropriation de thématiques abandonnés à d'autres disciplines (classes sociales, nations, économie, etc.) (Babadzan 2009), comme la reconnaissance de l'imbrication des enjeux épistémologiques et politiques au cœur même de la relation d'enquête, traversent ainsi l'espace des recherches, depuis la nouvelle anthropologie réflexive affirmant le caractère insaisissable des sociétés autres jusqu'à l'ethnographie historique, soucieuse de réconcilier le travail de terrain avec les savoirs que ces sociétés ont développé sur elles-mêmes.

L'anthropologie, dès le début du siècle, s'interroge sur la position du chercheur (Bourdieu 1980*a* ; Céfaï 2003) :

> « Loin d'être traitées comme d'inévitables scories dont il faudrait se débarrasser pour faire étinceler le joyau de la structure pure de toute historicité, les conditions relationnelles et, par conséquent, politiques de l'enquête doivent être placées au cœur du projet d'élucidation anthropologique »
>
> *(Bensa 2008 : 37).*

Il n'est pas sûr, cependant, que l'explicitation de la relation du chercheur à son terrain épuise tout à fait la vigilance épistémologique qui doit logiquement accompagner cette démarche, comme j'ai pu le mesurer lors d'une enquête menée,

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

dans les années 2000, sur le lien entre les inégalités d'accès à l'eau et la politisation des résidents de quartiers périphériques de la ville de El Alto, en Bolivie.

J'ai en effet rencontré ce qui m'a semblé être, sur le moment, une impasse du travail ethnographique, mais qui tenait en réalité à un ensemble de présupposés non explicités de mon cadre d'analyse initial et à ma position envers les enquêtés. Ces difficultés ont fonctionné comme un révélateur qui m'a conduit à intégrer d'autres techniques d'enquête et à reprendre le travail de construction d'objet sous un autre angle. J'avais pensé saisir un problème global – les politiques de privatisation des services de base promues au niveau international depuis les années 1980 – sur un terrain local, au sens de circonscrit géographiquement (Dimitrova 2005) et d'illustratif, de façon évidemment exemplaire, de processus plus larges. Or au fil du travail, la spécificité de la relation d'enquête dans les quartiers périphériques m'a conduit par la suite à questionner cette relation entre le « local » et le « global », qui ne m'est pas tant apparue comme le produit de forces abstraites dont on saisirait les effets sur le terrain (Burawoy 2001 ; Savage, Warde et Ward 2003), que comme l'articulation entre différents niveaux de rapports sociaux. Ce texte expose finalement une tentative pour mettre en œuvre une « réflexivité épistémique » (Wacquant 2008) qui, au-delà de l'élargissement de l'étude de cas (Van Nelsen 1967 ; Burawoy 2009) ou de la multiplication des sites d'enquête (Marcus 2010), réactive un idéal d'unification des sciences sociales autour d'une anthropologie historique et sociale des inégalités. À l'encontre d'une vision scolastique de la construction d'objet, j'avancerai l'hypothèse qu'une telle démarche réflexive ne peut se réduire à un examen des techniques d'enquête, mais qu'elle doit prendre en compte les transformations de la position de l'enquêteur par rapport à ses enquêtés sur le terrain, qui a des effets en retour sur le cadre d'analyse et les méthodes utilisées.

Après avoir retracé le contexte à la fois politique et scientifique de l'enquête, et en particulier de la monographie de quartier initialement menée, je reviendrai sur la façon dont les blocages rencontrés, d'abord interprétés en termes de problème de méthodes, m'ont conduit à questionner à la fois le cadre d'analyse lui-même et mon rapport à l'objet. J'essaierai alors de justifier l'approche « multiniveaux » qui résulte de ce parcours réflexif, et qui semble plus ajustée à l'étude des différentes facettes des inégalités urbaines.

Routes et déroutes d'une monographie de quartier

J'ai découvert le Barrio Solidaridad au début des années 2000, alors que je parcourais, un peu au hasard, les rues de El Alto afin de me familiariser avec la ville : je voulais mettre en place une enquête sur les inégalités d'accès aux services urbains pour comprendre les ressorts de la « guerre de l'eau » qui avait eu lieu quelques années auparavant en Bolivie, et qui avait suscité mon intérêt pour le pays (Poupeau 2008). J'avais pour objectif de saisir les effets de la globalisation et

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

des politiques de privatisation en me plaçant « au ras du sol » (Trépied 2011)[1]. Profitant des connexions établies entre l'anthropologie et la sociologie dans les études urbaines (Teissonnières et Terrolle 2012), il me semblait évident de commencer ma recherche dans un quartier qui me donnerait une image précise et localisée des transformations en cours aux niveaux national et international.

Ce terrain se montrait donc exemplaire. À l'image d'autres périphéries en expansion des métropoles d'Amérique latine (Dureau, Gouëset et Mesclier 2006), El Alto avait connu une croissance urbaine spectaculaire, passant de onze mille habitants en 1940 à trois cent mille dans les années 1970, pour dépasser les six cent quarante mille lors du recensement de 2001 et le million d'habitants au seuil de la décennie 2010 (soit un taux d'accroissement entre 5 et 10 % par an) (Poupeau 2010*a*). La ville avait conquis son autonomie administrative au cours des années 1980, au prix d'une détérioration du développement des services de base dans les zones en expansion. Ces zones accueillaient les flux de la migration rurale ainsi que les victimes des politiques néolibérales de l'époque, notamment les travailleurs des mines et les franges précarisées du travail informel, qui explosait au sein des entreprises familiales composant l'essentiel de l'économie urbaine. Le fait de choisir une des zones les plus marginales de cette ville périphérique[2] – le Barrio Solidaridad – devait me permettre d'étudier avec plus de clarté qu'ailleurs les effets sociaux des politiques de privatisation des services, dans des conditions particulièrement défavorisées où la pauvreté des populations résidentes redoublait la distance avec les réseaux d'équipement en services de base.

Les parties nord de El Alto où se trouve le Barrio Solidaridad présentaient, au début de mon enquête, un intérêt non dénué de fascination. Ce quartier apparaît au premier abord comme radicalement différent des rues centrales et commerciales de El Alto, qui grouillent de minibus, d'échoppes ou de stands de vente sur les trottoirs, le long de chaussées goudronnées mais creusées par les intempéries et les écarts de températures. Par contraste, on accède au Barrio Solidaridad en longeant la ligne de crête qui sépare El Alto de la ville de La Paz en contrebas ; la route peu fréquentée s'élève progressivement vers les montagnes environnantes et le glacier de Chacaltaya qui, depuis plusieurs décennies, connaît un processus de fonte spectaculaire, sous l'effet du réchauffement climatique. Très vite, les édifices commerciaux de quatre ou cinq étages qui abritent, en rez-de-chaussée, les boutiques multicolores où sont exposés les jupes flamboyantes et les vêtements des défilés de la bourgeoisie *chola* de El Alto[3], sont remplacés par des maisons plus petites, d'un ou deux étages, souvent construites en torchis (*adobe*). Les trottoirs, plus étroits, sont bordés de rigoles jonchées d'ordures et de déchets, où se déversent les eaux de pluie, et surtout les eaux d'évacuation. Et peu à peu le pavement de la route laisse place à la boue et aux graviers d'un chemin de terre accidenté et creusé d'ornières.

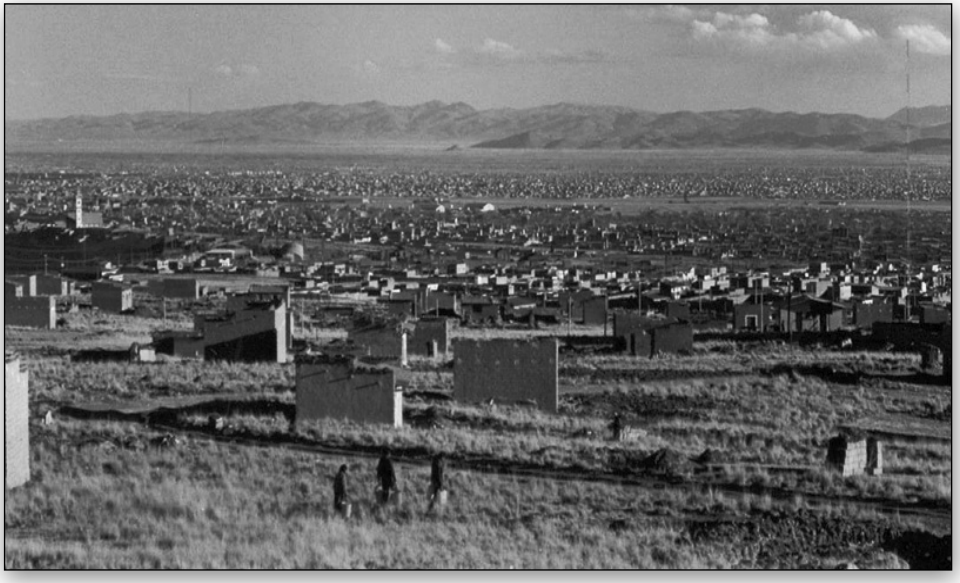
En haut de la ligne de crête, à plus de 4 000 mètres d'altitude[4], la route longe l'usine de traitement des eaux de El Alto. Les grillages qui circonviennent les bâtiments, tout comme les terrains où s'empilent les tuyaux d'évacuation, produisent

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

Illus. 1. Le Barrio Solidaridad en 2006. © DR.

une séparation apparemment infranchissable avec le quartier voisin, et, de fait, les cascades d'eau traitée dans cette usine, construite dans les années 1970 avec l'aide de la Coopération allemande, semblaient à l'époque narguer les résidents du quartier en contrebas. Les maisons d'une pièce qui constituaient la majorité des habitations, parfois entourées de petits murs délimitant les parcelles, n'étaient connectées à aucun réseau, pas même électrique. C'est en voyant des enfants cheminer, des seaux à la main, que je décidai de m'intéresser de plus près à cette zone.

Le puits auquel les familles se ravitaillaient était creusé à même la terre meuble, sur un espace vert et humide. C'était un simple trou, aux formes irrégulières et



Illus. 2. Le Barrio Solidaridad, depuis la route qui le longe au nord en 2003. © DR.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

Ill. 3. Le puits auquel la population du quartier s'approvisionnait jusqu'à l'installation des citernes d'eau en 2006. © DR.

Ill. 4. L'usine de traitement des eaux de El Alto, en face du quartier. Elle a été construite par la Coopération allemande dans les années 1970. © DR.

Ill. 5. Femmes du quartier faisant leur lessive dans une canalisation de l'usine d'eau installée en face du Barrio Solidaridad. © DR.

aux bords instables, au fond duquel stagnait une eau sombre, remplie d'herbes et de terre. Le contraste se montrait particulièrement fort entre les moyens mis en œuvre par le passé pour la production industrielle ou le confort des parties les plus riches de la ville, et le dénuement apparent des lieux nouvellement occupés.

Alban Bensa a bien remarqué la tendance des « jeunes enquêteurs » contemporains à se concentrer sur « les malheurs de la modernité », et à mener « l'étude ciblée de la souffrance dans tous ses avatars contemporains ». J'allais alors vérifier que « placées au cœur de l'enquête, les injustices, la violence, les inégalités et les discriminations […] questionnent tout autrement la démarche d'enquête que l'intérêt pour les systèmes de parenté, les modes de pensée ou les idéologies religieuses » (Bensa 2008 : 21). La situation du Barrio Solidaridad en termes d'accès aux services de base me semblait en effet révéler de façon exemplaire les rapports de domination pesant sur les populations les plus défavorisées des villes des « Suds » (Jaglin 2001 ; Meublat 2001). Ce n'était donc pas sans raisons que je m'étais frotté, comme beaucoup d'anthropologues ou de sociologues avant moi, à un terrain le plus difficile d'accès possible : éloigné, à l'écart des axes principaux

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

Un travail de terrain revisité

Mon travail en Bolivie était à l'origine motivé par le projet de comprendre, d'un point de vue de sociologie des mouvements sociaux, l'émergence des luttes contre la privatisation des services de distribution d'eau dans le pays. C'est en enquêtant sur les conditions de vie des résidents de El Alto, perçue comme la « ville rebelle » par excellence, que j'ai tissé des liens avec certaines familles du Barrio Solidaridad, où j'ai peu à peu recueilli des récits de vie lors de multiples visites et revisites (Burawoy 2010), entre octobre 2006 et février 2008 puis en 2010. Résidant alors à La Paz, je pouvais y monter au gré des rendez-vous obtenus et des événements du quartier ou de l'école, en général deux ou trois fois par semaine. Mais l'accès à ce terrain est en fait le résultat d'un long et patient travail d'approche, commencé en 2002 alors que je ne vivais pas en Bolivie mais que j'enquêtais de façon exploratoire sur les problèmes d'accès à l'eau après la « guerre de l'eau » qui avait eu lieu dans une autre ville du pays, Cochabamba, en 2000.

Je n'ai vraiment commencé un travail plus approfondi, mais encore très aléatoire, sur les inégalités d'accès à l'eau affectant les résidents de ces quartiers qu'en juillet-août 2003 puis en mai-juin 2004, lors de deux séjours ponctuels dans le pays. J'interrogeais les personnes rencontrées dans la rue ou devant des stands de nourriture de plusieurs zones au nord de la ville, sur leurs conditions de vie, en relation avec les problèmes posés par la pénurie d'eau. Le Barrio Solidaridad se distinguait des autres quartiers périphériques par la précarité des conditions de vie de ses résidents. Le fait d'y revenir plusieurs fois apporter des tirages des photos, que je prenais des enfants à la demande des mères de famille, me permit d'y établir peu à peu des relations privilégiées avec certaines d'entre elles.

Après un autre séjour en juillet-août 2005 à La Paz, où je ne fis que consolider les contacts dans le Barrio Solidaridad sans mener de véritable enquête, ce n'est que grâce à mon expatriation comme pensionnaire de l'Institut français d'études andines en Bolivie l'année suivante (et pour quatre ans) que j'ai pu mener une recherche plus systématique. Je ne m'installai cependant pas dans les quartiers périphériques de El Alto : ils étaient tout à fait sûrs la journée, mais ils s'avéraient, de l'aveu même des résidents, dangereux la nuit, avec la présence de maraudeurs sur les hauteurs de la ville. Et la formation récente d'un quartier comme celui de Solidaridad n'y avait pas encore permis la mise en place de comités de voisinage assez organisés pour assurer des rondes de nuit, en l'absence des forces de police.

À partir de 2006, le choix des personnes interrogées se fit grâce aux informations collectées sur les familles tout au long de ces visites successives. J'essayais de ne pas me limiter aux contacts les plus accessibles, c'est-à-dire aux retraités des mines dont les employeurs avaient acheté une parcelle et qui étaient le plus souvent à leur domicile, ou bien aux épouses sans emploi qui se tenaient quotidiennement aux alentours de l'enceinte scolaire, leurs maris travaillant à la journée hors du quartier. Il y avait notamment plusieurs catégories de personnes qui étaient absentes toute la journée : des employés d'une fabrique qui avaient été collectivement logés dans quelques blocs de maison derrière l'école, et des expulsés des zones instables de La Paz, qui travaillaient pour la plupart dans l'économie informelle. Je pouvais les rencontrer lors des assemblées de quartier le dimanche, ou lors des fêtes scolaires.

J'ai complété les premiers entretiens en 2010, en interrogeant à nouveau une dizaine de personnes avec lesquelles j'avais gardé contact sur l'évolution de leur cadre de vie et de leur trajectoire récente. Entre-temps, j'étais régulièrement passé visiter les deux familles qui avaient toujours constitué mes informateurs privilégiés sur la zone et mes points d'accès aux autres ménages, et dont je parrainais certains des enfants. L'une des épouses restait sans emploi dans le quartier tandis que son mari travaillait dans la construction pour de longues périodes dans une province voisine ; l'autre vivait seule avec ses deux enfants et faisait office de concierge de l'école, à l'entrée de laquelle elle tenait un petit commerce.

de transport, sur des routes mauvaises, balayées par le vent et la poussière, avec un climat épuisant où alternent un froid glacial et les brûlures du soleil en altitude. Et ce n'était qu'en allant sur place, en affrontant ces conditions extrêmes – le Barrio Solidaridad ne pouvait être habité que par les populations les plus défavorisées et les plus démunies – que j'avais le sentiment de pouvoir réellement découvrir les fondements des conflits environnementaux en Bolivie.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

Ill. 5. Photo d'enfants ayant constitué mon entrée sur le terrain. C'est en apportant les photos développées les jours suivants que j'ai commencé à tisser des liens avec les familles. © DR.

Ill. 6. L'école du Barrio Solidaridad dans une usine désaffectée : vitres brisées, pas d'entretien, ni de chauffage ou d'eau courante, les urgences étant assurées par les parents du quartier sur leurs propres ressources. © DR.

J'ai côtoyé sur de longues périodes les résidents du Barrio Solidaridad, et réalisé au final une trentaine d'entretiens approfondis (voir encadré) destinés à recueillir des récits de vie, notamment avec les mères de famille à proximité de l'école, et parfois dans son enceinte même, où elles venaient pour participer à certaines activités d'encadrement scolaire ou d'aménagement des locaux ; à l'exception des sorties au marché dans les parties commerciales de l'avenue 16 de Julio en contrebas, ou de formalités administratives à effectuer en centre-ville, elles restaient dans le quartier pour s'occuper de leurs enfants, qui n'étaient scolarisés que le matin dans le collège. Leurs maris travaillaient pour la plupart dans d'autres parties de la ville, voire dans d'autres régions du pays – en particulier Santa Cruz, ville connaissant un boom économique et démographique requérant de nouvelles constructions, ou les Yungas, zone de culture de fruits et légumes ainsi que de feuilles de coca, dont le négoce reprenait sous le gouvernement Morales.

Les trajectoires de vie que je recueillais faisaient souvent apparaître des situations familiales et individuelles difficiles, tout à fait conformes à ce que l'on s'attendrait à trouver dans de telles zones périphériques de pauvreté urbaine, mais qui creusaient en même temps un écart avec la nouvelle vision de El Alto comme ville aymara et rebelle, peuplée de migrants de l'altiplano[5] qui auraient transposé dans les quartiers de la ville leurs formes traditionnelles d'organisation et de mobilisation. C'est cette vision politique commune qui était désormais reprise, sans être véritablement interrogée, par la plupart des chercheurs travaillant sur El Alto (Lazar 2008), après la « guerre du gaz » d'octobre 2003[6]. Or, les résidents du quartier exprimaient une forme d'indifférence à l'égard de la politique officielle, avec l'idée que « les dirigeants politiques ne se préoccupent pas de nous ». Ils n'avaient pas participé à la « guerre du gaz », ni aux mobilisations de 2004-2005, dénommées la « seconde guerre de l'eau », initiée par la Fédération des comités de voisinage (FEJUVE [Federación de Juntas Vecinales]) en faveur de la remunicipalisation de la concession La Paz/El Alto. En

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

revanche, les assemblées de quartier révélaient une politisation « par nécessité » tout à fait conforme aux luttes sociales observées dans d'autres zones d'autoconstruction en Amérique latine à leur commencement : des mobilisations non pour des causes politiques légitimes (contre la privatisation des ressources, etc.) (Auyero 2001, 2004), mais pour la reconnaissance légale du quartier puis l'installation de réseaux d'électricité et d'eau (Poupeau 2006).

Du point de vue des trajectoires, la plupart des mères de famille interrogées n'étaient pas directement issues de la migration rurale et elles avaient toujours vécu à El Alto ou à La Paz. Seulement quelques résidentes un peu plus âgées étaient nées dans un village de l'altiplano. Elles étaient arrivées en ville à leur adolescence, entre les années 1960 et 1980 et avaient été d'abord hébergées par un oncle ou un cousin pour travailler comme employées de maison ou aider à l'entreprise familiale. Ce sont elles qui avaient éventuellement un petit négoce dans le quartier, et non les épouses les plus jeunes. Le Barrio Solidaridad livrait ainsi une image des zones périphériques de El Alto qui n'apparaissait pas dans la littérature militante et même scientifique du moment. Cette spécificité tenait évidemment à l'histoire propre du quartier, fondé au milieu des années 1990 par des familles déplacées des zones instables du centre ville de La Paz, auxquelles les autorités municipales avaient accordé l'usine désaffectée, désormais transformée en école, pour se reloger provisoirement. Les premiers occupants avaient alors construit sur les terrains découpés en lots à proximité, et ensuite d'autres groupes avaient rejoint le quartier : des retraités qui avaient travaillé dans des usines ou dans les mines du département – la caisse sociale de l'entreprise leur avait concédé le lot de terre et la maison en briques d'une pièce dans laquelle ils vivaient. Depuis le début des années 2000, se multipliaient aussi les installations non organisées de familles n'appartenant à aucun des groupes précédents. Je m'apercevrai par la suite que les zones périphériques des autres districts de El Alto représentaient des situations similaires, et que les flux de la migration rurale s'étaient relativement taris à partir des années 1990, accentuant ainsi la « citadinisation » (Gervais-Lambony 2003) des zones périphériques.

La monographie de quartier que je tentais de mener se heurta, au bout de plusieurs mois, à des difficultés générées par ma propre position d'enquêteur engagé sur son terrain. Pour établir des liens avec les habitants (Mohia 2008), je donnais des cours d'anglais dans l'école, me rassurant sans doute des incertitudes de l'enquête en revenant à mon habitus premier de professeur du secondaire – j'avais enseigné la philosophie en lycée avant de commencer ma thèse de sociologie. Mais surtout, j'avais accepté de parrainer les remises de diplôme de deux classes à la fin de l'année 2006 : une section de fin de maternelle, et une autre de fin d'études primaires.

Être *padrino* consistait principalement à financer les diplômes remis aux élèves ainsi que le matériel nécessaire à la cérémonie finale. Ce fut aussi le cas lors des années suivantes où je fus le parrain de la classe passant le diplôme de fin d'études secondaires. Je fus aussi sollicité pour financer une partie de l'installation

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

de l'équipement informatique accordé par la mairie : il fallait avoir une salle mise aux normes, au niveau de l'électricité et de la sécurité, sinon la dotation était perdue. Les parents d'élèves du quartier avaient réuni 100 dollars, il en manquait encore 200, que je leur donnai. Le fait de ne pas être identifiable aux ethnies indiennes présentes dans les quartiers populaires de El Alto ne pouvait que renforcer en le naturalisant ce statut de « bienfaiteur », en me dotant presque de propriétés magiques : j'avais de l'argent, et des contacts hors du quartier, que je pouvais mettre à leur disposition. De plus en plus, à partir de 2008, des familles me contactaient pour parrainer un de leurs enfants, alors que je les connaissais à peine la plupart du temps. Il était très difficile de repousser les demandes, et les refus me coupaient invariablement de ces résidents et de ceux qui les connaissaient – comme si je ne présentais plus aucun intérêt pour eux. D'un point de vue émotionnel, les refus étaient difficiles à assumer, et générateurs d'une intense culpabilité.

Ill. 7. Collations avec les mères de famille et les enseignants à l'occasion d'une fin de trimestre en 2007. Le traditionnel *aptapi* des communautés andines est ravivé pour les rites de la vie urbaine et de l'école. © DR.

C'est sur ce constat que je décidai d'élargir mon enquête à d'autres quartiers, et à d'autres méthodes. Sur le moment, cette décision me semblait exprimer l'échec de mon travail de terrain dans le Barrio Solidaridad, même si j'avais acquis, grâce aux relations établies avec un certain nombre de résidents, des informations précieuses, et des intuitions qui allaient structurer la suite de mes recherches. Gardant cependant contact avec mes principaux informateurs et informatrices dans le quartier, que je continuais de visiter régulièrement, je résolus donc momentanément ce que je percevais alors comme un « inconfort ethnographique » (Fassin 2008) en renonçant à l'enquête menée sur un site déterminé et circonscrit. Cette décision de ne pas poursuivre la recherche dans le seul Barrio Solidaridad pourrait être interprétée comme une rupture avec l'« obligation d'engagement » dont parle Michel Agier (1997 : 9) dans son analyse des nouvelles conditions du travail ethnographique. Il ne s'agissait pourtant pas à mes yeux d'une concession faite au « défaitisme de l'anthropologie post-moderne » selon laquelle le terrain est un simple « procédé de légitimation hérité de l'ethnologie classique », ce qui devrait conduire l'enquêteur à « annexer sa parole à celle de ses interlocuteurs » ; au contraire, c'est justement parce que je voulais continuer à « être présent et répondre aux demandes et sollicitations » (*ibid.* : 24), sans tomber dans l'*anthropological advocacy* (Paine 1985), que je voulais rompre avec la situation de *double bind* (situation de double contrainte) dans laquelle j'avais l'impression de me trouver : le fait de faire mon enquête en quelque sorte sur le dos des habitants du Barrio Soli-

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

daridad, en me rendant compte en même temps, au fur et à mesure que j'avançais, que mon travail avait peu de chances d'avoir les retombées institutionnelles ou économiques qu'eux-mêmes y avaient placées. Il me faut évoquer ici un épisode où j'avais contribué indirectement à l'installation d'une borne fontaine à Solidaridad.

Une militante canadienne de l'eau, Maude Barlow, avait en effet fait preuve d'une véritable générosité politique en visitant le quartier en compagnie d'un autre groupe de chercheurs engagés qui s'étaient réunis à La Paz en 2005. Elle avait tout de suite promis de trouver des fonds pour équiper le quartier en citernes, et elle avait fait envoyer quelques semaines plus tard 5 000 dollars à une fondation bolivienne qui avait travaillé de concert avec le nouveau ministère de l'Eau, créé en 2006 par le premier gouvernement d'Evo Morales, pour équiper le Barrio Solidaridad. L'action de Maude Barlow, dont je trouvais toutefois les écrits sur « l'or bleu » (Barlow et Clark 2002) quelque peu réducteurs quant à l'analyse des causes des inégalités (elle ne pointait que les évidents déboires des privatisations, sans prendre en compte la multiplicté de facteurs en jeu, comme les processus urbains ou les gestions municipales défaillantes des territoires défavorisés), questionnait ma propre présence sur le terrain : ne fallait-il pas renoncer au travail d'interprétation du monde pour tenter, un tant soit peu, de le transformer ? Je n'en étais pas convaincu, mais la tension créée sur place par les demandes de parrainage était trop difficile à gérer d'un point de vue relationnel.

Il y avait aussi une autre raison à ce que j'interprétais sur le moment comme un « adieu au voyage » ethnographique (Debaene 2010). Si je tentais d'échapper à l'écueil du populisme, exaltant le caractère spontanément rebelle des populations de El Alto, il m'était beaucoup plus difficile d'éviter une forme de misérabilisme qui, dans une zone périphérique comme le Barrio Solidaridad, place l'enquêteur face à une véritable tentation du vide : dénuement apparent des habitants vivant dans des maisons sans chauffage, sans isolation et sans accès à l'eau ; absence d'équipements collectifs (centres de santé, réseau de transport, et même simplement rues pavées et entretenues) ; carences alimentaires et problèmes d'hygiène provoquant chez les enfants des maladies évidentes (verrues, diarrhées, etc.). Tout contribuait à ce que l'empathie pour les habitants du quartier me ramène inlassablement aux détresses subjectives et aux drames familiaux dont la réalité s'imposait avec une évidence qui démentait toutes les précautions méthodologiques. J'avais le sentiment qu'il n'y a finalement pas besoin de la sociologie ou de l'anthropologie pour décrire la misère.

Ill. 8. un résidant du quartier (*vecino*) faisant sa toilette dans la cour. DR.

En revanche, les contacts que j'avais noués avec des responsables du ministère de l'Eau et de l'entreprise remunici-

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

palisée à partir de 2007[7] pouvaient sans doute contribuer à rendre ma recherche utile – au sens où elle contribuerait à équiper les quartiers concernés. Et j'étais convaincu qu'elle ne le serait qu'à la condition de ne pas présenter seulement une situation isolée, fût-elle des plus difficiles comme celle du Barrio Solidaridad : elle ne suffirait pas à mobiliser des autorités dans un pays où elles étaient particulièrement répandues et, faut-il le préciser, ordinaires, qu'il s'agisse des zones urbaines périphériques ou des zones rurales situées en dessous du seuil de pauvreté.

Ill. 9. Les citernes d'eau installés en 2006 grâce au financement de la fondation de la militante canadienne Maude Barlow, qui avait visité le site l'année précédente. © DR.

Je ne me rendais pas tout à fait compte que l'inconfort de ma position avait surtout servi de révélateur des impasses méthodologiques liées à mon entrée sur le terrain et à mon cadre d'analyse : je voulais chercher du « global » dans du « local », et j'avais implicitement réduit le travail ethnographique à une observation participante qui, sur un tel terrain, où il ne se passe en apparence rien, ne pouvait que me donner l'impression de ne rien observer qui soit digne d'attention. Pour jouer avec les mots, « aller sur place » m'avait sur le moment donné le sentiment de « faire du sur-place ». Mais si la réflexivité en son premier temps fut une mise en évidence des limites de mon approche initiale, elle me conduisit ensuite à une mise en cause de ce cadre d'analyse que je n'avais finalement pas véritablement questionné, dans l'enthousiasme militant et la fascination des premiers moments de l'enquête.

Des récits de vie aux questionnaires

En même temps que je menais mes recherches au Barrio Solidaridad, j'avais commencé ce qui se révélait être – sans doute du fait de l'inconscient académique lié à une formation sociologique qui, en dépit des déclarations d'intention routinières, demeure partagée entre le « quali » et le « quanti » – une autre enquête sur les inégalités d'accès à l'eau dans l'ensemble de l'espace urbain de El Alto. Il s'agissait d'une analyse statistique élaborée à partir des données du recensement national de 2001, mais aussi de la cartographie réalisée par Hubert Mazurek et Sandrine Garfias (2005), qui avaient distingué trois anneaux dans El Alto. Pour en résumer les résultats, un centre ancien et dynamique économiquement, datant des années 1940-1950 ; une large aire intermédiaire l'entourant, construite des années 1960 aux années 1980, qui présentait des situations sociales et matérielles moins favorables ; et enfin le troisième anneau, plus récent et moins dense, qui

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

concentrait des difficultés de tous ordres, en termes d'accès à l'emploi, aux services urbains. À la différence de cette approche géographique cependant, je ne cherchais pas à établir une typologie des quartiers et de leurs populations : je voulais construire, grâce aux méthodes spatiales, des indicateurs sociaux permettant d'analyser les inégalités d'accès aux services urbains et les formes de politisation associées, en fonction du lieu de résidence et de la profession des habitants. En ce sens, j'espérais contribuer à la réalisation d'un idéal de travail pluridisciplinaire dans lequel, pour reprendre les termes de Fernand Braudel, la carte, «instrument de recherche, indispensable à toute science humaine», constitue «l'occasion d'une convergence, d'une collaboration entre spécialistes» (1958 : 447).

L'analyse statistique me faisait apparaître deux points décisifs. En premier lieu, le déterminisme sociospatial qui se déroulait le long des trois anneaux présentait quelques anomalies : s'il était vrai qu'à mesure que l'on s'éloignait du premier anneau, les taux d'accès aux services urbains, aux soins, à des emplois et à des emplois relativement qualifiés, décroissait, ce n'était pas le cas pour quelques indicateurs comme le taux de propriétaires, qui augmentait dans les zones périphériques. Celles-ci abritaient également plus de couples mariés, avec de jeunes enfants ; les chefs de famille étaient principalement nés dans l'agglomération et non dans un village de l'altiplano ; ils travaillaient plutôt comme ouvriers dans le secteur de la construction, ou ils occupaient des postes subalternes dans une administration ou une entreprise industrielle de la ville. À la lumière de l'expérience de terrain menée au Barrio Solidaridad, ce qui avait constitué, à première vue, une simple anomalie statistique, prenait un relief particulier, et faisait converger plus vite que je ne le pensais les deux enquêtes que j'avais d'abord conçues comme séparées, même si complémentaires à terme : d'une part, l'étude localisée du Barrio Solidaridad, d'autre part, l'étude des inégalités sociospatiales à l'échelle de la ville. Très vite, je formulai l'hypothèse selon laquelle les zones périphériques n'accueillaient pas des migrants ruraux, mais qu'elles constituaient plutôt un lieu d'installation particulier pour des familles vivant déjà en milieu urbain (Poupeau 2010*b*).

Le second point concernait en fait la formulation de cette hypothèse d'une croissance endogène, au croisement de l'observation participante et de l'analyse statistique des données du recensement de 2001. La ville de El Alto connaissait encore, à la fin des années 2000, une croissance démographique comprise entre 5 et 10 %. La croissance des zones périphériques était donc loin d'être négligeable et dans nombre de quartiers des districts concernés j'avais pu observer la construction rapide de nouvelles maisons, voire de rues entières. Il me fallait donc élaborer une base de données sur ces aires en expansion, afin de valider mon hypothèse. C'est ainsi que je décidai de commencer une autre enquête, en diffusant un questionnaire, avec l'aide de deux stagiaires de l'Institut d'études politiques de Rennes, option services urbains, qui étaient venues en Bolivie travailler sous ma direction pendant quelques mois.

Le questionnaire a presque disparu, depuis quelques décennies, des approches ethnographiques (Soutrenon 2005), alors qu'il avait constitué, dans la première

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

moitié du XX^e siècle, un instrument d'enquête très utilisé (Cefaï 2003). Il permet non seulement de recueillir des informations plus systématiques, mais aussi d'engager des relations différentes avec les informateurs interrogés et, en ce sens, il constitue un « moyen de contact » autant qu'un « moyen de connaissance » (Schwartz 1990 : 38-39). Alors que l'observation participante implique un fort degré de personnalisation de la relation, on pourrait penser que la diffusion du questionnaire confère une forme d'officialité et d'impersonnalité. Mais lorsqu'elle est réalisée par le chercheur lui-même, c'est une technique qui maintient la relation personnalisée : il faut expliquer au cas par cas les objectifs de la démarche entreprise, et par l'approbation obtenue nouer un début de relation pour commencer l'échange. Par la suite, la diffusion du questionnaire sous forme papier, avec les en-têtes institutionnels du centre d'appartenance (dans mon cas, l'Institut français d'études andines, où je fus en poste de 2006 à 2010), dote l'enquêteur d'une forme de légitimité supplémentaire, comme d'un gage d'impartialité. Preuve est faite, alors, aux yeux des enquêtés, qu'il n'obéit pas à une administration municipale ou nationale, et surtout qu'il ne cherche pas à recueillir des informations en vue d'augmenter leurs impôts par la suite.

Ill. 10. L'enquête par questionnaire © DR.

Le questionnaire est parfois rapproché de l'entretien dans son opposition aux méthodes d'observation participante, en ce qu'il semble extraire les personnes interrogées du cours normal de leurs activités, et qu'il introduit une perturbation dans la relation d'enquête (Becker 2002). Cette opposition est cependant peu fondée dans la réalité d'un travail ethnographique où, d'une part, l'observation participante prolongée demeure une relation sociale qui transforme aussi les rapports ordinaires et où, d'autre part, les entretiens ont toute leur place (Beaud 2006). Elle ne rend pas compte non plus des apports potentiels d'un questionnaire, qui n'est pas seulement d'obtenir plus de systématicité, mais aussi d'autres types d'informations que celles livrées par l'observation participante. On peut ainsi recueillir des données sur des aspects souvent négligés de la vie quotidienne. En matière d'usage des services de distribution d'eau, le questionnaire permet ainsi d'accéder à des usages quotidiens mais difficilement observables, ainsi qu'aux catégories de perception et d'appréciation des informateurs : s'ils estiment que tel service est trop cher ou non, si le retour à une gestion publique a amélioré le service, si la personne interrogée se sent concernée par la politique de réappropriation des ressources naturelles, etc. En outre, le recueil d'informations sur les dépenses des ménages a rendu possible une évaluation de la part approximative des coûts relatifs des divers services urbains.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

Enfin, un des objectifs du questionnaire était de permettre une meilleure connaissance de la morphologie sociospatiale des quartiers périphériques en expansion, en reprenant les indicateurs utilisés dans le recensement national, qui fournissait une base de comparaison : statut familial, profession du chef de famille, équipements de la maison, dépenses, relations à la communauté d'origine éventuelle, etc. Il fallait pour cela atteindre un degré de représentativité minimale, qu'il n'est pas aisé de déterminer dans des aires en expansion, dont on ne connaît pas, par définition, la composition exacte. Sur la base du recensement de 2001 et de son exploitation cartographique, j'ai donc sélectionné des zones périphériques qui semblaient recouvrir l'éventail des situations possibles en termes d'accès à l'eau et d'habitat à El Alto : au total, une dizaine de quartiers, en bout de réseau, en situation surélevée par rapport à l'usine de traitement, dans des quartiers peu consolidés et éloignés des zones de transport ou bien dans des zones plus centrales avec des populations plus démunies. Dans chaque zone choisie, j'ai estimé le nombre de ménages résidents et récolté un nombre de questionnaires équivalent à 10 % de cette population. Pour corriger les biais associés au fait de passer à telle ou telle heure – par exemple, les ménages dont le père et la mère travaillaient simultanément – il a fallu revenir plusieurs fois, à des moments différents de la journée et de la semaine, sur chaque terrain sélectionné. Au total, plus de trois cent cinquante questionnaires ont été recueillis[8].

La diffusion d'un questionnaire n'est pas exempte de biais : dans les conditions quelque peu artisanales et sans financement spécifique qui étaient celles de mon enquête, elle a nécessité plusieurs semaines, porte à porte, dans les zones les plus éloignées et les moins accessibles de El Alto. Parfois, en raison de son caractère officiel même, les personnes contactées dans tel ou tel quartier ont refusé de répondre, en assimilant l'enquêteur à un agent de l'État – un État raciste aux mains des « élites blanches » qui n'a jamais rien fait, selon elles, pour les aider à s'installer là où elles vivent, et que les pesanteurs bureaucratiques associées à chaque démarche administrative dans les mairies de district, bien connues pour leur inefficacité et leur manque de moyens, ne font que confirmer à leurs yeux. D'autres fois, il fallait passer par les assemblées de quartier, et obtenir l'accord du comité local de la FEJUVE, avant de pouvoir diffuser le questionnaire. Le caractère officiel de l'opération, qui avait permis dans certaines zones de lever des réticences, a ainsi apporté d'autres types de brouillage de la relation d'enquête. Les dirigeants exprimaient des exigences en retour de l'autorisation d'enquêter, afin que la démarche serve à améliorer les conditions de vie des résidents, auxquels ils doivent rendre des comptes de leur action. Dans un tel cadre, les enquêteurs sont perçus comme des ressources à utiliser pour faire connaître la situation du quartier et obtenir des aides, notamment en termes d'équipements. La relation d'enquête s'insère ainsi dans les relations de pouvoir au niveau local, avec pour enjeu l'espoir de rentrer en contact avec les autorités compétentes. Là encore, subsiste un doute quant à la nature des informations obtenues : les gens interrogés ne vont-ils pas avoir pour consigne d'exagérer les difficultés rencontrées afin de mettre en relief les besoins du quartier ?

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

Les résultats du questionnaire ont confirmé l'hypothèse de départ : les zones périphériques ne pouvaient être assimilées au produit de la migration rurale ; elles révélaient au contraire des logiques sociales spécifiques, du point de vue du caractère urbain des aspirations manifestées par les résidents comme des stratégies familiales d'accès à la propriété (Poupeau 2011). Le cas modal d'installation dans le quartier était le fait d'un couple entre trente et quarante-cinq ans d'âge, avec deux enfants ou plus, dont le père seul travaillait ; il acceptait de loger dans des conditions provisoirement inconfortables, sans eau ni électricité, afin d'occuper un logement sans loyer à payer, avec des possibilités d'agrandissement futur, voire d'ouverture d'une boutique ou d'un atelier. La part du budget familial qui augmentait de façon considérable dans ce nouveau lieu de résidence était le transport, puisqu'aucun emploi n'était disponible dans les zones proches. L'accès à la propriété avait donc un coût : il s'accompagnait de conditions de vie précaires et informelles, mais vécues comme provisoires ; et il se faisait sous contraintes, à la fois économiques et spatiales.

L'enquête sur les inégalités d'accès à l'eau me révélait ainsi des processus à la fois très globaux et très spécifiques aux zones périphériques de El Alto. D'une part, j'y retrouvais, comme en accéléré, des phases d'expansion caractéristiques des périphéries urbaines des pays des Suds : l'autoconstruction informelle puis la consolidation des quartiers débouchent sur un double processus de marginalité sociospatiale et de rattachement institutionnel à la ville centrale (Agier 1999). D'autre part, j'avais pu mettre au jour des stratégies familiales d'accès à la propriété qui s'avéraient indissociables de styles de vie et de formes de politisation cohérentes : les résidents des quartiers périphériques en expansion répondaient se sentir plus *alteños* (résidents de El Alto) qu'issus d'un groupe ethnique (en l'occurrence, aymara ou quechua). La politisation semblait ainsi recouvrir une identité territoriale[9] qui contredisait là encore l'image héroïque de la ville indienne et rebelle.

Les conflits environnementaux qu'avait connus El Alto dans les années 2000 ne pouvaient donc être interprétés comme l'expression mécanique d'une résistance spontanée aux forces de la globalisation libérale. Il fallait d'abord saisir comment celle-ci s'inscrivait dans la ségrégation de l'espace urbain, à travers les stratégies d'installation sous contraintes dans les zones périphériques en expansion et l'accès différencié aux services. En délaissant le Barrio Solidaridad, j'avais en fait retrouvé les ambitions d'une « ethnographie globale », qui vise à replacer le site d'enquête dans des cadres historiques et sociaux qui le dépassent (Burawoy *et al.* 1991, 2000). J'avais interprété les stratégies familiales en les replaçant dans les logiques inégalitaires d'une ville que les politiques de privatisation des services, et de l'eau en particulier, contribuaient à structurer. Pour autant, le « global » ne pouvait être réduit à une simple production des dynamiques locales, dans la mesure où il apparaissait à l'articulation entre différents niveaux de rapports sociaux : dynamiques démographiques, stratégies familiales locales, espaces urbains ségrégés, gestion municipale et nationale de ces espaces, contrats entre ces autorités et des agents extérieurs de

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

l'économie et de la politique (entreprises privées, organisations régulatrices internationales), etc. Les conflits socio-environnementaux que j'avais observés en Bolivie s'inscrivaient ainsi dans le cadre des luttes générées par l'articulation problématique entre ces différents niveaux de réalité et d'analyse (Poupeau 2013).

Du modèle analytique à la description des pratiques

La diffusion du questionnaire et le travail statistique, qui étaient apparus comme des moyens pour dépasser les difficultés de l'observation participante et de la monographie de quartier, n'auraient cependant pas été possibles sans la compréhension préalablement acquise sur ce premier terrain. Par exemple, l'interprétation de l'indicateur « sol en terre » ou « murs en adobe » peut facilement tomber dans le biais misérabiliste évoqué précédemment, notamment chez des chercheurs habitués à des modes de vie urbains – a fortiori lorsqu'ils viennent d'Europe ou des États-Unis. Pour les résidents au contraire, le sol en terre ou les murs en abode ne constituaient ni un repoussoir ni un signe de pauvreté extrême : des membres de leur famille avaient vécu dans de telles conditions auparavant, et leur usage était vu comme provisoire – une étape dans un processus d'installation à plus long terme, où la maison d'une pièce, qui était alors plus économique (on peut faire les briques d'abobe soi-même) et plus commode (on a plus chaud dans un espace réduit lorsqu'il n'y a pas d'électricité et de chauffage), serait ensuite élargie à d'autres pièces ou d'autres étages, en briques si les moyens financiers le permettent.

La connaissance acquise lors de la longue et patiente fréquentation du Barrio Solidaridad me permettait donc de réintégrer, dans le moment de l'objectivation, le « sens vécu » par les agents (Bourdieu 1980*b*). Je me rendais compte qu'elle m'avait servi de ce que Loïc Wacquant (2008) appelle un « instrument de déconstruction des catégories » utilisées dans les approches statistiques. Du point de vue de la réflexivité épistémique, je comprenais que, loin d'avoir conduit seulement à une situation de blocage, l'enquête de terrain menée au Barrio Solidaridad m'avait permis d'armer et de consolider le pluralisme méthodologique que j'avais en fait adopté en pratique à travers la convergence des différentes enquêtes. Inversement, les éclairages apportés par les autres méthodes, et la multiplication des lieux étudiés, me permettaient de porter un autre regard sur mon premier terrain au Barrio Solidaridad – de le revisiter, en quelque sorte. Pour reprendre le vocabulaire de Burawoy (2010), je passais de la « revisite de confirmation » à la « revisite en continu », mais de type « empiriste », lorsque l'enquêteur découvre des dynamiques dépassant la communauté préalablement étudiée. Et j'étais amené à reconstruire mon cadre d'analyse : ce qui me semblait de plus en plus pertinent, ce n'était pas l'inscription locale de processus globaux au sein d'un territoire déterminé, c'étaient les pratiques des résidents qui étaient restées à la marge de mes observations, à commencer par les rituels scolaires auxquels j'avais participé

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

comme *padrino*. C'étaient de véritables rites d'institution par lesquels les résidents affirmaient leur existence en tant que groupe social, et en produisaient une image qui n'était pas conforme aux visions des migrants pauvres des quartiers périphériques d'une ville elle-même périphérique. Les diplômes et les vêtements de cérémonie des élèves, calqués sur les uniformes des universités américaines, témoignaient ainsi d'une revendication d'insertion dans la communauté nationale, dans ce qu'elle avait selon eux de plus moderne. Elle présentait l'image d'un futur envers lequel leur présent était tout entier tourné : la promesse d'accéder à de meilleures conditions de vie, au statut de citoyen à part entière, susceptible d'exister publiquement et, peut-être, plus tard, de se mobiliser politiquement.

Finalement, le retour sur la démarche, et des différentes techniques d'enquête utilisées, me donnait des outils pour aller au-delà de ce qui est souvent présenté comme une alternative indépassable entre populisme et misérabilisme, entre l'exaltation des dominés et la négation de leurs capacités d'autonomie : en mettant à jour l'importance des stratégies d'accès à la propriété dans ces zones périphériques en expansion, j'avais aussi révélé des conditions sociales d'accès à la politisation, dont les préoccupations pour l'amélioration des conditions de vie matérielle, mais aussi les pratiques quotidiennes marquant l'existence du groupe, constituent les premiers temps. Bien plus, la notion même de « quartier marginal », qui avait en quelque sorte sous-tendu mon premier choix de terrain, devait être reconsidérée : les résidents de ces quartiers ne se vivaient pas comme « exclus » au sens où leur installation dans ces zones entrait dans le cadre de stratégies familiales d'accès à la propriété tout à fait cohérentes, même si elles restaient « sous contrainte » (Bourdieu, Bouhedja et Givry 1990) – une contrainte économique au croisement de leurs revenus insuffisants et des prix de l'immobilier ou du foncier dans les parties plus centrales et anciennes de la ville. L'accès à la propriété constituait alors le premier temps d'une acquisition d'autres formes d'accès à des droits sociaux élémentaires : services de base liés à l'habitat, services éducatifs et enfin, lorsque tout cela était assuré[10], exercice éventuel des droits civils de participation politique.

L'analyse des difficultés rencontrées lors de la monographie de quartier éclaire à la fois la relation d'enquête et l'objet étudié lui-même. Si j'avais dû mettre un terme au travail de terrain dans le Barrio Solidaridad, c'est parce que je me trouvais en situation de passeur, ou d'intermédiaire, entre le quartier et les autorités. J'avais permis, de façon indirecte, l'équipement du quartier en eau avec l'installation de bornes-fontaines. Même si je n'avais rien fait, je faisais figure de bienfaiteur parce que j'avais amené sur place la personne qui avait financé leur installation et que, plus généralement, je semblais me soucier du devenir du quartier plus que les autorités municipales ou nationales. Mais si l'enquête s'était orientée de cette manière, c'était aussi parce que j'avais trouvé, ou cru trouver, dans le Barrio Solidaridad une situation où les habitants n'avaient aucun accès aux autorités extérieures au quartier, aucun capital social susceptible de contribuer à l'amélioration de leur condition (Gutiérrez 2004 ; Small 2004). Les difficultés que j'avais recontrées constituaient alors l'effet

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

non contrôlé de la relation sociale qui pouvait s'établir entre les enquêtés et moi, ou plus exactement un indicateur de la façon dont ils pouvaient percevoir l'intrusion durable d'une personne extérieure au quartier – une personne avec des ressources économiques et des contacts qui pouvaient leur être bénéficiables.

Une anecdote est ici révélatrice. Le soir de la rencontre politique déjà évoquée que j'avais organisée en 2005 dans l'école du quartier, j'avais reçu un coup de téléphone paniqué du président du comité de voisinage : la plaque du collège avait disparu, et je devais la retrouver. C'étaient des militants de la fondation de l'eau qui l'avaient dévissée, car elle mentionnait que l'événement inaugural avait été réalisé grâce à Hugo Banzer, un militaire qui avait instauré une dictature dans le pays dans les années 1970, avant de revenir au pouvoir légalement élu en 1997, où il avait appliqué une politique économique d'une parfaite orthodoxie néolibérale. Les résidents ne se préoccupaient pas de la couleur politique de Banzer : cette plaque était, pour eux, la seule preuve tangible de leur existence. Le quartier n'était pas encore reconnu légalement, les rues n'étaient pas tracées, les maisons n'étaient pas équipées en eau et en électricité. Il y avait juste le collège, et la plaque d'inauguration, comme signe visible et tangible, de leur existence sociale. Ce qui se jouait à travers les difficultés d'accès à l'eau, ce n'était donc pas seulement une amélioration des conditions matérielles d'existence, mais une lutte pour la reconnaissance de leur existence sociale. Et dans la mesure où mon « engagement ethnographique » touchait la dimension matérielle des conditions de vie des résidents, il s'inscrivait aussi, de fait, dans la dimension symbolique de la vie du quartier, révélant ainsi que même dans les zones les plus précaires en apparence, la vie sociale relève d'une « double vérité » (Bourdieu 1997) que le travail ethnographique doit saisir. Dans ce cas précis, l'accès à la propriété et aux services est le premier moment de l'accès à l'existence sociale, et à sa reconnaissance politique.

* *
*

Au final, c'était donc mon positionnement par rapport aux enquêtés qui a été remodelé au fil de l'enquête : en changeant de stratégie d'accès au terrain (en adoptant d'autres méthodes et en multipliant les lieux), j'ai en fait changé la façon de construire ma position de chercheur engagé, ou plus exactement j'ai transposé mon engagement scientifique à un niveau moins personnel, tout en gardant la dimension militante à travers la fréquentation du quartier, le statut de *padrino* et les cours gratuits d'anglais. Mon statut d'étranger doté de ressources économiques et sociales m'avait permis un véritable accès au terrain, au prix d'un lent et patient travail d'approche, mais en me dotant de « vertus » auxquelles je ne pouvais échapper. Il m'a cependant fallu déplacer le niveau de mon engagement comme chercheur dans le quartier à un niveau plus impersonnel, pour dépasser le sentiment d'être face à une situation peu intéressante, et pour découvrir que ces pratiques ordinaires étaient finalement les plus dignes d'attention, ou plus exactement les

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

plus connectées à des enjeux dépassant le quartier. Le retour sur ce parcours de recherche montre alors que la mise en œuvre d'une telle « reflexivité épistémique » débute sans doute par une vigilance relative aux méthodes utilisées, mais qu'elle conduit surtout à analyser le point de vue de l'observateur et les cadres d'analyse qu'il engage dans la relation d'enquête.

On sait que l'immersion dans une réalité sociale étrangère pour y observer des phénomènes tout en y participant rend nécessaire « une objectivation du sujet de l'objectivation qui ne se résume pas à un exposé de l'expérience vécue » mais qui implique « une analyse des conditions sociales de possibilité de cette expérience » (Bourdieu 2003 [« Résumés » : 91]). Mais cette réflexivité épistémique ouvre surtout la voie à une analyse des effets que l'inconscient académique[11] induit sur la façon de construire l'approche et l'objet : le double sentiment de ne rien « découvrir » ethnographiquement parlant, et donc de ne « servir » à rien, est sans doute bien plus lié à une vision de l'ethnographie comme approche « directe » d'une communauté « traditionnelle » par un observateur étranger, qu'à une réelle prise en compte des relations sociales établies avec les enquêtés. La construction d'objet progressivement mise en place conduit à une révision du cadre « global » de l'enquête, mais aussi à une revisite plus riche – plus sociologique ? – du terrain premier, où le détour par d'autres terrains permet de saisir ce qui se jouait dans des pratiques qui, au premier abord, se montraient peu dignes d'intérêt. Sans doute ce travail n'aurait-il pas été aussi long et laborieux s'il avait été conduit dans le cadre d'interconnexions scientifiques régulières, dans un laboratoire de recherche : le fait d'être isolé sur un terrain étranger, en situation d'expatriation prolongée, imprime son rythme propre la construction d'objet, qui est moins la décision inaugurale d'un regard neuf sur les autres qu'une lente et incertaine confrontation avec soi-même.

Ouvrages cités

Agier, Michel. 1997. « Nouveaux contextes, nouveaux engagements. Comment être sur le terrain aujourd'hui ? », *in* M. Agier (éd.), *Anthropologues en dangers*. Paris, Jean-Michel Place (Les cahiers de Gradhiva) : 9-28.

— 1999. *L'invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas*. Paris, Éd. des Archives contemporaines (Une pensée d'avance).

Auyero, Javier. 2001. *Poor People's Politics. Peronist Survival Networks and the Legacy of Evita*. Durham (NC), Duke University Press.

— 2004. *Vidas beligerantes. Dos mujeres argentinas, dos protestas, y la búsqueda de reconocimiento*. Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes (Intersecciones).

Avanza, Martina et Gilles Laferté. 2005. « Dépasser la "construction des identités" ? Identification, image social, appartenance », *Genèses*, n° 61 : 134-152.

Babadzan, Alain. 2009. *Le spectacle de la culture. Globalisation et traditionalismes en Océanie*. Paris, L'Harmattan (Connaissance des hommes).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

Baby-Collin, Virginie. 2000. « Marginaux et citadins. Construire une urbanité métisse en Amérique latine. Étude comparée des villas d'El Alto de La Paz (Bolivie) et des *barrios* de Caracas (Vénézuela) », doctorat de géographie nouveau régime, Université de Toulouse II-Le Mirail.

Barlow, Maude et Tony **Clark**. 2002. *L'or bleu. L'eau, le grand enjeu du XXIe siècle*. Paris, Fayard (éd. orig., *Blue Gold. The Fight to Stop the Corporate Theft of the World's Water*. New York, The New Press).

Beaud, Stéphane. 2006. « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour "l'entretien ethnographique" », *Politix*, n° 35 : 226-257.

Becker, Howard S. 2002 [1998]. *Les Ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*. Paris, La Découverte (Grands Repères), (éd. orig., *Tricks of the Trade. How to Think about Your Research While You're Doing It*. Chicago, University of Chicago Press).

Bensa, Alban. 2008. « Père de Pwädé. Retour sur une ethnologie au long cours », *in* A. Bensa et D. Fassin (éd.), *Les Politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*. Paris, La Découverte (Recherches) : 19-39.

Bourdieu, Pierre. 1980*a*. « Pour une sociologie des sociologues », *in* P. Bourdieu, *Questions de sociologie*. Paris, Minuit (Documents) : 79-85.

— 1980*b*. *Le sens pratique.* Paris, Minuit (Le sens commun).

— 1990. Salah **Bouhedja** et Claire **Givry**, « Un contrat sous contrainte », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 81-82 : 34-51.

Bourdieu, Pierre. 1997. « La double vérité du don », *in* P. Bourdieu, *Méditations pascaliennes*. Paris, Seuil (Liber) : 229-240.

— 2003. « L'objectivation participante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 150 : 43-58.

Braudel, Fernand. 1958. « La carte, instrument de recherche : les communes en France », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 13e année, n° 3 : 447-487.

Burawoy, Michael *et al.* 1991. *Ethnography Unbound. Power and Resistance in the Moderne Metropolis*. Berkeley, University of California Press.

— 2000. *Global Ethnography. Forces, Connections and Imaginations in a Postmodern World*. Berkeley, University of California Press.

— 2001. « Manufacturing the Global », *Ethnography*, vol. 2, n° 2 : 147-159.

— 2009. *The Extended Case Method. Four Countries, Four Decades, Four Great Transformations, and One Theoretical Tradition*. Los Angeles, University of California Press.

— 2010 [2003]. « Revisiter les terrains. Esquisse d'une théorie de l'ethnographie réflexive », *in* Daniel Cefaï (éd.), *L'engagement ethnographique*. Paris, EHESS (En temps & lieux), (éd. orig., « Revisits : A Turn to Reflexive Anthropology », *American Sociological Review*, vol. 68 : 645-679) : 295-351.

Cefaï, Daniel. 2003. « Postface », *in* D. Cefaï (éd.), *L'enquête de terrain. Textes réunis, présentés et commentés*. Paris, La Découverte (Recherches) : 465-615.

Chamboredon, Jean-Claude *et al.* 1985. « L'appartenance territoriale comme principe de classement et d'identification », *Sociologie du Sud-Est*, n° 41-44 : 61-85.

Debaene, Vincent. 2010. *L'adieu au voyage. L'ethnologie française entre science et littérature*. Paris, Gallimard (Bibliothèque des sciences humaines).

Dimitrova, Anna. 2005. « Le "jeu" entre le local et le gobal : dualité et dialectique de la globalisation », Socio-anthropologie, n° 16, http://socio-anthropologie.revues.org/index440.html (consulté le 20 novembre 2012).

Dureau, Françoise, Vincent **Gouëset** et Évelyne **Mesclier**. 2006. *Géographies de l'Amérique latine*. Rennes, Pur (Espace et territoires).

Fassin, Didier. 2008. « L'inquiétude ethnographique », *in* A. Bensa et D. Fassin (éd.), *Les Politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*. Paris, La Découverte (Recherches) : 7-15.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

Gervais-Lambony, Philippe. 2003. *Territoires citadins. Quatre villes africaines*. Paris, Belin (Mappemonde).

Gutiérrez, Alicia. 2004. *Pobre, como siempre. Estrategias de reproducción social en la pobreza*. Buenos Aires, Ferreyra Editores.

Jaglin, Sylvy, 2001. « L'eau potable dans les villes en développement : les modèles marchands face à la pauvreté », *Revue Tiers-Monde*, vol. 42, n° 166 : 275-303.

Lazar, Sian. 2008. *El Alto, Rebel City. Self and Citizenship in Andean Bolivia*. Durham (NC), Duke University Press (Latin America Otherwise).

Marcus, George E. 2010 [1995]. « Ethnographie du/dans le système monde. L'émergence d'une ethnographie multi-située », *in* Daniel Cefaï (éd.), *L'engagement ethnographique*. Paris, EHESS (En temps & lieux), (éd. orig., « Ethnography in/ of the World System : The Emergence of Multi-Sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, vol. 24 : 95-117) : 371-398.

Mazurek, Hubert et Sandrine **Garfias**. 2005. *El Alto desde una perspectiva poblacional*. La Paz, Consejo de Población para el Desarrolo Sostenible, Institut de recherche pour le développement.

Meublat, Guy, 2001, « La rénovation des politiques de l'eau dans les pays du Sud », *Revue Tiers-Monde*, vol. 42, n° 166 : 249-257.

Mohia, Nadia. 2008. *L'expérience de terrain. Pour une approche relationnelle dans les sciences sociales*. Paris, La Découverte (Recherches).

Paine, Robert (éd.). 1985. *Advocacy and Anthropology. First Encounters*. St John's Newfoundland, ISER, Memorial University of Newfoundland.

Poupeau, Franck. 2006. « Managing Scarcity of Water : Notes about Political Mobilisations in Poor Neighbourhoods of El Alto, Bolivia », *in* Frode F. Jacobsen et John-Andrew McNeish (éd.), *From Where Life Flows. The Local Knowledge and Politics of Water in the Andes*. Trondheim, Tapir Academic Press : 113-125.

— 2008. *Carnets boliviens (1999-2007). Un goût de poussière*. Montreuil, Aux lieux d'être (Enquêtes).

— 2010*a*. « El Alto : una ficción política », *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, vol. 39, n° 2 : 542-565.

— 2010*b*. « De la migración rural à la movilidad intraurbana. Una perspectiva sociológica sobre las desigualdades de acceso al agua en El Alto (Bolivia) », *in* Franck Poupeau et Claudia González Andricaín (éd.), *Modelos de gestión del agua en los Andes*. Lima, Instituto francés de estudios andinos (Actes et mémoires de l'Institut français d'études andines) : 243-280.

— 2011. « L'envers de la "ville aymara". Migration rurale, mobilité intra-urbaine et mobilisations politiques à El Alto (Bolivie) », *Revue d'études en agriculture et environnement*, vol. 92, n° 4 : 417-440.

— 2013. « Conflits environnementaux et régulation multiniveaux », *in* Alain Caillé et Stéphane Dufoix (éd.), *Le tournant global des sciences sociales*. Paris, La Découverte (Bibliothèque du MAUSS) : 209-218.

Sahlins, Marshall. 2007 [2000]. « Adieu aux *Tristes Tropiques*. L'ethnographie dans l'histoire du monde moderne », *in* M. Sahlins, *La découverte du vrai sauvage et autres essais*. Paris, Gallimard (Bibliothèque des sciences humaines), (éd. orig., *Culture in Practise. Selected Essays*. New York, Zone Book) : 265-301.

Savage, Mike, Alan **Warde** et Kevin **Ward**. 2003 [1993]. *Urban Sociology, Capitalism and Modernity*. New York, Palgrave Macmillan (Sociology for a Changing World), (1re éd., New York, Continuum).

Schwartz, Olivier. 1990. *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*. Paris, Puf (Pratiques théoriques).

Small, Mario Luis. 2004. *Villa Victoria. The Transformation of Social Capital in a Boston Barrio*. Chigaco, University of Chicago Press.

Solucro Solugren, Ximena. 2012 [2011]. *La ciudad de los cholos. Mestizaje y colonialidad en Bolivia, siglos XIX y XX*. Lima, Instituto francés de estudios andinos (Travaux de l'Institut français d'études andines).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

Soutrenon, Emmanuel. 2005. « "Le questionnaire ethnographique". Réflexions sur une pratique de terrain », *Genèses*, n° 60 : 121-137.

Teissonnières, Gilles et Daniel Terrolle. 2012. « Introduction », *in* G. Teissonnières et D. Terrolle, *À la croisée des chemins. Contributions et réflexions épistémologiques en anthropologie urbaine*. Bellecombe-en-Bauge, Le Croquant : 15-32.

Trépied, Benoît. 2011. *Une mairie dans la France coloniale. Koné, Nouvelle-Calédonie*. Paris, Khartala (Recherches internationales).

Van Nelsen, Jaap. 1967. « The Extended Case Method and Situational Analysis », *in* Arnold L. Epstein (éd.), *The Craft of Social Anthropology*. Londres, Tavistock : 129-149.

Wacquant, Loïc. 2008. « Le corps, le ghetto et l'État pénal », *Labyrinthe*, vol. 31, n° 3, http://labyrinthe.revues.org/3920 (consulté le 5 octobre 2012).

Weber, Florence. 2009. *Manuel de l'ethnographe*. Paris, Puf (Quadrige. Manuels) : 152-171.

— 2012. « De l'ethnologie de la France à l'ethnographie réflexive », *Genèses*, n° 89 : 44-60.

Yeoh, Brenda S. A. 2003 [1996]. *Contesting Space. Power Relations and the Urban Built Environment in Colonial Singapore*. Singapour, Singapore University Press (Studies in Society & History), (1re éd., New York, Oxford University Press).

Notes

1. Il est significatif que la restitution de l'enquête de Benoît Trépied commence par l'évocation d'une lutte autour du système d'adduction de l'eau dans la municipalité de Koné en Nouvelle-Calédonie. Comme dans d'autres travaux (Yeoh 2003), les services de base constituent souvent une entrée privilégiée pour aborder les problèmes sociaux relatifs aux espaces urbains ou aux identités territoriales.

2. La marginalité désigne ici non seulement une situation spatiale excentrée, mais une concentration de populations défavorisées (à faibles revenus, irréguliers et précaires) dans ces zones urbaines, qui a pour effet de rendre difficile l'exercice des droits civils (participation politique) et sociaux (accès aux services de base, distance aux équipements culturels, etc.). Sur la marginalité de El Alto, voir Baby-Collin 2000.

3. Le terme « cholo » désigne les populations classées comme indiennes qui, depuis la colonie, se sont installées dans les centres urbains des Andes, en se consacrant aux métiers domestiques, au commerce ou à l'artisanat (Solucro Solugren 2012).

4. La Paz se situe entre 3 200 (pour les plus riches) et 3 900 mètres environ, alors que l'altiplano sur lequel s'étend El Alto est situé entre 3 900 et 4200 mètres.

5. L'altiplano désigne les hauts plateaux situés à 4000 mètres d'altitude, en contrebas de la Cordillère royale qui traverse une partie des Andes.

6. Les manifestations contre l'exportation des hydrocarbures vers le Chili avaient bloqué la ville pendant plus d'un mois ; elles avaient provoqué la fuite du président de l'époque, après une répression qui avait fait près de soixante-dix morts.

7. Il s'agissait pour la plupart de militants et militantes liés aux luttes sociales de Cochabamba, appelés au ministère en raison de leur expertise environnementale, et auprès desquels j'avais été recommandé par le porte-parole de la Coordination de l'eau et de la vie qui avait permis l'expulsion du consortium privé de la ville en 2000, et avec lequel j'avais sympathisé à l'époque, grâce à un ami commun, sociologue devenu depuis 2006 vice-président de l'État bolivien.

8. Ce qui représente un échantillon de 1/1000 tout à fait robuste, sur la base d'un accroissement majoré de la population urbaine de 10 % à partir des 650 000 habitants recensés à El Alto en 2001. Le nombre de ménages de chaque quartier étudié, en fonction de sa taille et de sa densité approximative, était compris entre 100 et 400.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin

9. La notion d'identité, même dans la version constructiviste utilisée en France à partir des années 1970, est problématique (Avanza et Laferté 2005), mais elle est utilisée ici au sens de Jean-Claude Chamboredon (*et al.* 1985), repris dans Weber 2009.

10. Le cas des services de santé est à part, étant donnée l'implantation plus centrale des hôpitaux publics, et les mécanismes d'installation des centres de santé locaux financés par des ONG, sur lesquels les habitants n'ont pas de prise.

11. Pour une telle analyse pratique (et de semblables impossibilités politiques, même si elles suivent le chemin inverse de renoncement à la « tentation exotique »), voir Weber 2012.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 195.6.199.37 - 19/09/2013 15h40. © Belin